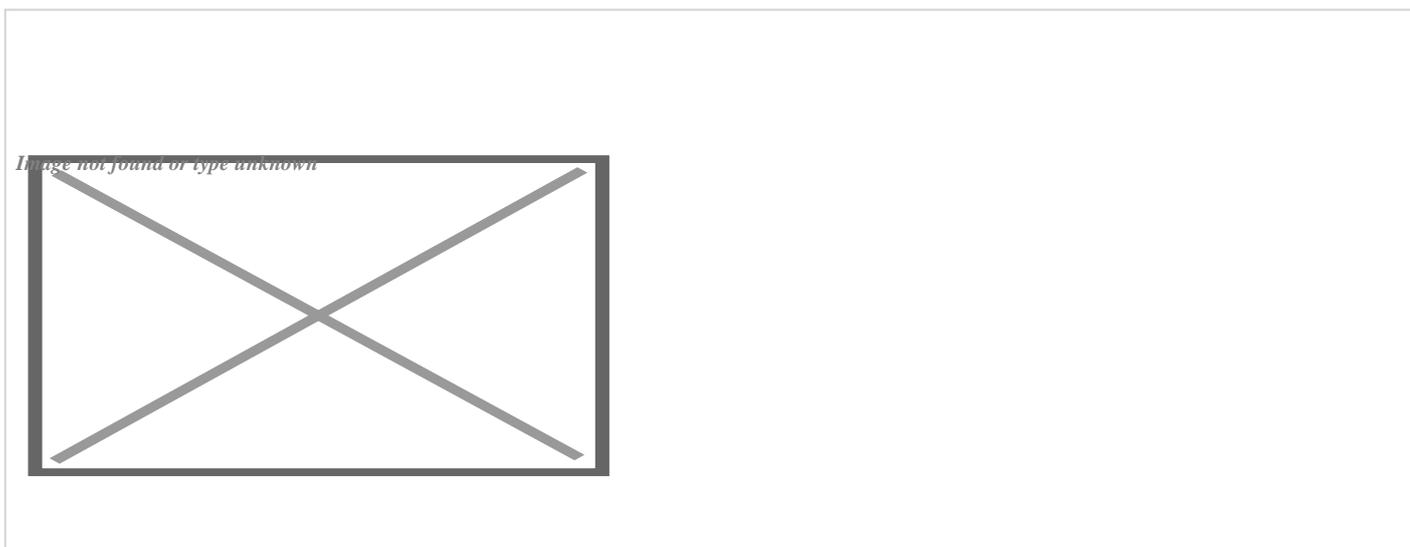


# *Les Etats-Unis ne pardonnent pas ceux qui ne font pas de concessions idéologiques*

---



par Arthur González

Les pays qui refusent de faire des concessions idéologiques face aux pressions yankees doivent payer un prix très élevé pour cette insubordination, une situation très différente de celle à laquelle sont confrontés les dirigeants politiques qui maintiennent une position de soumission face aux pressions de Washington.

Les cas de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua en Amérique latine illustrent clairement cette situation, car ils n'acceptent pas de se mettre à genoux, une position qui est punie par les États-Unis par le déploiement d'une guerre économique, commerciale et financière criminelle, dans le but de démontrer que le système politique, économique et social appliqué est un échec qui ne doit pas être imité par d'autres.

C'est ce qu'affirme une étude du Council on Foreign Relations, CFR, publiée en 1999, qui expose la manière dont les relations des États-Unis avec Cuba devraient être menées pour parvenir à un changement de système, décrit par euphémisme comme une transition :

« L'opposition des États-Unis à la révolution cubaine et le soutien à la démocratie et au développement dans cet hémisphère ont réussi à contrarier les ambitions de Cuba d'étendre son modèle économique et son influence politique ».

Le Venezuela est un autre exemple palpable de cette politique impériale, par la création et le financement d'une opposition politique qui a tenté des coups d'État pour renverser la révolution bolivarienne, l'exécution de plans terroristes similaires à ceux développés contre Cuba, des tentatives d'assassinat de

ses principaux dirigeants, couplés à de féroces campagnes de propagande menées par des spécialistes du département d'État, de la CIA et de l'Agence nationale d'information, dans le but de développer le scepticisme et le découragement du peuple à l'égard de ses gouvernants.

Cependant, il n'y a pas un seul reproche ni une seule sanction économique à l'encontre des dirigeants politiques qui massacrent leurs citoyens, comme le président putschiste du Pérou, accusé de corruption. Ils ne le font pas non plus à l'encontre du président de l'Équateur, qui a une longue liste de violations des droits de l'homme, y compris le piétinement de l'immunité diplomatique et du droit d'asile, en prenant d'assaut l'ambassade du Mexique à Quito avec la force militaire, en maltraitant physiquement l'ambassadeur et en expulsant de force l'ancien président à qui l'asile politique avait été légalement accordé, sans que le département d'État des États-Unis ne condamne cette action.

Si cela s'était produit à Caracas pour arrêter le terroriste Leopoldo López, qui n'a été reçu qu'en tant qu'« invité » de l'ambassadeur espagnol, le tollé qu'auraient suscité les États-Unis et leurs alliés européens aurait fait les gros titres de la presse internationale.

Ils ont déclenché contre Nicolas Maduro une guerre médiatique sans équivalent dans l'histoire et offrent même 100 millions de dollars pour sa capture, simplement pour avoir tenu bon face aux actions développées par Washington, ce qui est très différent du soutien appuyé au meurtrier criminel Benjamin Netanyahu, qui dirige le gouvernement d'Israël, simplement pour être le meilleur allié des Yankees au Moyen-Orient.

Netanyahu, ami personnel de Donald Trump depuis les années 1980, qui pendant sa présidence les États-Unis ont reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël et la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan, mène depuis octobre 2023 un génocide sans précédent contre le peuple palestinien et plus récemment contre la population civile du Liban, les Américains lui apportent leur soutien total, maintiennent les financements, les livraisons d'armes et s'opposent à toute résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant d'Israël qu'il cesse de tuer des civils innocents.

Le nombre de meurtres commis par Israël sur ordre de Benjamin Netanyahu augmente de jour en jour, alors qu'il cherche à exterminer tous les Palestiniens et à usurper leur territoire déjà occupé et fractionné depuis des années.

Depuis décembre 2023, il est accusé de génocide et de crimes de guerre par la Cour pénale internationale et le 20 mai 2024, Karim Khan, le procureur de la Cour internationale, a demandé à la Cour d'émettre des mandats d'arrêt contre lui et Yoav Galant, son ministre de la défense, mais face à cette décision, pas un seul mot de Washington pour la faire appliquer.

Dans son mandat d'arrêt à l'encontre de M. Netanyahu, le procureur a déclaré

: « Il se fonde sur des crimes d'extermination, l'utilisation de la famine comme arme de guerre, le déni de l'aide humanitaire et le ciblage délibéré de civils ; des crimes contre l'humanité qui font partie d'une attaque généralisée et systématique contre la population civile de la bande de Gaza ».

« Il existe des motifs raisonnables de croire que les deux individus, du 8 octobre 2023 au moins au 20 mai 2024, ont sciemment et intentionnellement refusé à la population civile de la bande de Gaza l'accès à des articles indispensables à sa survie, tels que la nourriture, l'eau, les médicaments et les fournitures médicales, ainsi que le carburant et l'électricité. »

"Il y a des raisons de croire que Netanyahu et Galant sont responsables du crime de guerre consistant à utiliser la famine comme arme de guerre, en limitant ou en empêchant intentionnellement l'accès des fournitures médicales et des médicaments à la bande de Gaza.

"Les deux individus sont également responsables d'avoir infligé de grandes souffrances par des actes inhumains à des personnes ayant besoin d'un traitement. Il existe une base raisonnable pour croire que leur conduite a privé une partie importante de la population civile de la bande de Gaza de ses droits fondamentaux, y compris le droit à la vie et à la santé, et que la population est ciblée pour des raisons politiques ou nationales." Ces faits suffisent pour que les Etats-Unis coupent immédiatement toute aide à Israël, appliquent des sanctions économiques, commerciales et financières comme celles qu'ils imposent à Cuba, au Venezuela et au Nicaragua, qui ne prennent que des mesures en faveur de leurs peuples, mais qui, contrairement aux Israéliens précités, ne se plient pas aux mesures imposées par la Maison Blanche.

On sait que Netanyahu bénéficie de l'amitié des sénateurs et congressistes juifs américains qui s'opposent à toute sanction, et qu'il a également le soutien des juifs qui contrôlent une partie de l'économie américaine.

D'autre part, il convient de noter que de 1956 à 1967, il a vécu avec sa famille aux États-Unis, à Cheltenham Township, en Pennsylvanie, dans la banlieue de Philadelphie, où il a étudié et obtenu son diplôme à la Cheltenham High School, et qu'il parle donc couramment l'anglais avec l'accent d'un Philadelphien de naissance.

Après être retourné en Israël pour effectuer son service militaire obligatoire, il est revenu aux États-Unis pour étudier l'architecture au Massachusetts Institute of Technology. Il a ensuite obtenu un M.S. à la Sloan School of Management du MIT en 1977.

Parallèlement, il a obtenu un doctorat en sciences politiques à l'université de Harvard et, une fois diplômé, il a accepté un poste de consultant économique au Boston Consulting Group à Boston, dans le Massachusetts, où il a été le collègue de Mitt Romney, avec qui il a développé une amitié durable.

Pour mieux cerner l'identité de cet assassin, il suffit de rappeler qu'il a été accusé de corruption en 2016 dans le dossier connu sous le nom d'Affaire 1000, en raison des nombreux cadeaux de luxe reçus, avec son épouse Sara, de la part de grands hommes d'affaires qu'il favorisait politiquement.

Peu après, l'affaire 2000 a émergé, avec la découverte de conversations enregistrées entre Netanyahu et Arnon Mozes, rédacteur en chef du quotidien Yedioth Ahronoth, dans lesquelles le Premier ministre israélien exigeait une couverture éditoriale favorable et, en contrepartie, ferait passer une législation néfaste contre le principal quotidien rival, Israel Hayom.

Cette affaire a été suivie par l'affaire 3000, qui concernait l'achat de sous-marins allemands pour la marine israélienne, un contrat qui a bénéficié à des hommes d'affaires liés à Netanyahu lui-même.

La dernière affaire de corruption à laquelle il est lié est l'affaire 4000, qui l'implique également dans l'application d'un accord législatif favorable à la société de télécommunications Bezeq, en échange d'une couverture médiatique favorable sur le portail d'information populaire Walla.

À la lumière de ces faits, le 2 décembre 2018, la police israélienne a recommandé l'inculpation de Netanyahu pour le crime de corruption et, le 21 novembre 2019, le procureur général d'Israël, Avichai Mandelblit, l'a formellement accusé de corruption, de fraude et d'abus de pouvoir. En conséquence, le 28 janvier 2020, Netanyahu est devenu le seul Premier ministre de l'histoire d'Israël qui, au cours de son mandat, a été inculpé pour fraude et abus de pouvoir dans les affaires 1000 et 2000 et dans l'affaire 4000 pour corruption, fraude et abus de pouvoir.

Le 5 juin 2024, l'ONU a notifié à Israël son inscription sur la liste noire des pays qui violent les droits des enfants dans les conflits armés. Cette liste, qui énumère les parties à un conflit armé qui ont commis de graves violations à l'encontre des enfants, est annexée au rapport annuel du représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, António Guterres, sur la situation des enfants

dans les conflits armés, qui devait être présenté au Conseil de sécurité le 14 juin.

Le 10 novembre 2024, M. Netanyahu a explicitement reconnu la responsabilité d'Israël dans l'attentat à la bombe perpétré en septembre contre des talkies-walkies au Liban, un acte criminel qui a fait des dizaines de blessés et de morts.

Ces assassins et ces corrompus sont les alliés des États-Unis qui jouissent de l'impunité parce qu'ils se conforment docilement à la politique impériale et ne figurent donc pas sur la liste des pays qui soutiennent le terrorisme.

Nous verrons comment agira le nouveau chef du département d'État, qui soutiendra certainement ces criminels malgré le fait qu'ils soient recherchés par la justice internationale et qu'ils n'aient pas le soutien de leurs peuples, parce que les États-Unis sont le père du terrorisme d'État dans ce monde, qu'ils ont un long palmarès de guerres injustifiées, d'assassinats de dirigeants mondiaux et qu'ils offrent un refuge à ceux qui commettent des actes terroristes quotidiennement, en suivant les ordres de leurs services secrets.

José Martí avait raison lorsqu'il disait

: « Les arbres corrompus doivent être arrachés ».

(Traduit de razonesdecuba.cu)

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/375206-les-etats-unis-ne-pardonnent-pas-ceux-qui-ne-font-pas-de-concessions-ideologiques>



**Radio Habana Cuba**